

Le présent guide reprend les questions issues des formulaires figurant aux annexes 7 (radios en réseau) et 8 (radios indépendantes) de l'arrêté 21 décembre 2018 du Gouvernement de la Communauté française fixant l'appel d'offres pour l'attribution des autorisations aux éditeurs de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre en mode analogique et numérique appelant des précisions ou des commentaires.

Le guide reprend des informations complémentaires basées en bonne partie sur les questions posées lors des précédents appels d'offres.

Les candidats trouveront donc dans le présent guide des éclairages utiles pour remplir leur formulaire de demande.

La première colonne reprend des points du formulaire sur lesquels des précisions et explications peuvent être nécessaires. La deuxième colonne reprend les informations utiles en regard des points concernés.

Les éléments du présent guide sont fournis à titre purement informatif par les services du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ces éléments d'information ne préjugent en rien des décisions qui seront prises par le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION : GUIDE D'AIDE AU REMPLISSAGE

La demande d'autorisation d'éditer un service de radiodiffusion sonore est introduite conformément au décret coordonné sur les services de médias audiovisuels.

Le formulaire est composé de fiches d'information à remplir et d'annexes à fournir. Il a pour objectif d'aider le demandeur à introduire une demande d'autorisation. Il ne se substitue donc pas aux dispositions légales figurant dans le décret et dans le cahier des charges.

Liste des fiches d'information composant le formulaire :

1. Fiche relative à l'identification du demandeur et données de transparence
2. Fiche relative à la nature et à la description du service
- 2b. Modalités additionnelles propres aux radios indépendantes – demande de statut de radio associative
3. Fiche relative au traitement de l'information
4. Fiche relative à la promotion culturelle et la production propre
5. Emploi des langues, diffusion de musiques francophones et d'œuvres musicales de la Communauté française de Belgique
6. Fiche relative à la transmission technique du service

Vous pouvez apporter des précisions ou formuler d'autres propositions. Ces données supplémentaires seront à développer dans autant d'annexes qu'il y a de points ajoutés.

Enfin, dans le cadre de votre lettre d'accompagnement à la demande d'autorisation, vous devez vous engager à respecter les règlements du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel visés à l'article 135, § 1^{er}, 2°, du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels et approuvés par le Gouvernement de la Communauté française.

La demande est à transmettre en un exemplaire papier, ainsi qu'un exemplaire du formulaire en version électronique sur clé USB (au format .pdf, .doc, .odf, ... **il est expressément demandé de ne pas fournir de scan d'image**). **La version électronique et la version papier devront être strictement identiques.**

Le dossier de candidature doit être envoyé sous pli fermé mentionnant lisiblement le nom et l'adresse du siège social du demandeur. Si le dossier est envoyé sous plusieurs plis (à éviter dans la mesure du possible), chaque pli doit être envoyé par recommandé avec accusé de réception.

Le dossier est à envoyer par recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur Karim IBOURKI
Président
Conseil Supérieur de l'Audiovisuel
Rue Royale, 89
1000 Bruxelles

Mode d'emploi du formulaire

Les présentes instructions sont destinées à garantir un traitement correct de votre dossier par le CSA.

Ce guide vous renseigne sur différents points du formulaire de candidature. Toutes les questions du formulaire ne sont pas reprises ici, n'utilisez donc pas ce guide comme canevas pour votre dossier de candidature, utilisez les formulaires vierges disponibles ici :

- [Formulaire de candidature pour les radios indépendantes – avec indications sur le type de réponse attendue](#)
- [Formulaire de candidature pour les radios indépendantes – version totalement vierge](#)
- [Formulaire de candidature pour les radios en réseau – avec indications sur le type de réponse attendue](#)
- [Formulaire de candidature pour les radios en réseau – version totalement vierge](#)

1. Identifiez-vous clairement sur chaque fiche du formulaire

En tête des fiches 2 à 6, remplissez les champs permettant de vous identifier :

ID Q1. Par « demandeur », on entend la personne morale (société ou ASBL) qui souhaite obtenir une autorisation. Les personnes physiques ne sont pas autorisées à postuler.

ID Q2. Par « service », on entend le nom du programme radiophonique qui sera diffusé par le demandeur.

2. Utilisez le formulaire pour introduire votre dossier de candidature

L'intégralité de la demande doit être dactylographiée sur ordinateur (formulaire et annexes).

Seules les cases du formulaire appelant des explications sont présentes dans ce guide, n'utilisez ce guide que comme mode d'emploi et non pour répondre à l'appel d'offre.

Pour votre facilité, le gabarit du formulaire de candidature au format « traitement de texte » est téléchargeable en ligne dans la rubrique « Déposer sa candidature » à l'adresse suivante : <http://www.fm2019.be>, <http://www.dabplus2019.be> ou <http://www.rnt2019.be>.

3. Dans tous les cas, le formulaire doit être restitué dans son intégralité

- Aucun élément figurant dans le formulaire original ne peut être supprimé.
- L'identifiant des questions (donc les numéros de question comme par exemple « ID Q1 » ou « Prog Annexe 2 ») doit être restitué intégralement.
- Certains points doivent être complétés plusieurs fois (par exemple, les points TSP Q1 à TSP Q9 doivent être remplis pour chaque fournisseur principal du demandeur). Dans ce cas, le formulaire le mentionne clairement. Vous pouvez alors recopier la partie de formulaire concernée autant de fois que nécessaire.
- Vous devez introduire vos réponses dans le corps du formulaire. Si la place disponible pour fournir les informations demandées est insuffisante, vous pouvez insérer des espaces supplémentaires pour autant qu'aucun élément du formulaire original ne soit supprimé.

4. Toutes les questions et demandes de document doivent faire l'objet d'une réponse

- Le formulaire se présente sous forme de tableaux composés de quatre colonnes :
 1. La première colonne contient les identifiants des questions
 2. La seconde contient les questions ou *remarques des sous questions*
 3. La troisième contient des *remarques* ou sous-questions
 4. La quatrième colonne est pour les réponses.
- **Toutes les cases incolores de la colonne « réponse » doivent être complétées.**
- Toutes les cases bleu pâle appellent la fourniture d'une annexe.
- Ne laissez en aucun cas une réponse vide.
- Mentionnez « Non applicable » ou « NA » si une question ne s'applique pas à votre cas particulier (par exemple, un élément demandé uniquement pour une société alors que le demandeur est une ASBL).

- Mentionnez « néant » si vous n’avez pas de réponse à apporter à une question posée qui s’applique à votre cas.
- Les grilles de programme à compléter sont des éléments fondamentaux de votre dossier de candidature, veillez à bien les remplir et à vérifier la cohérence de ces grilles entre elles. Des exemples illustratifs sont donnés (sur fond vert pâle), veuillez les effacer de vos grilles.
- Les indications **en gris** dans la colonne « réponses » vous informent du type de réponse attendue, veuillez effacer les mentions inutiles, une version sans ces indications et sans exemples dans les grilles à compléter est disponible en suivant ces liens : <http://www.csa.be/documents/2972> (indépendantes) ou <http://www.csa.be/documents/2971> (réseaux).
- Toutes les indications *en italique* sont des remarques, des explications ou des mises en contexte.

En résumé

Case incolore dans la colonne « réponse » = <u>à compléter</u>
Case bleu pâle = Annexe à fournir
Case grise = ne rien indiquer
Dans les grilles de programmes à compléter, ce qui est sur fond vert pâle sont des exemples, veuillez les effacer de votre tableau.

En bleu = questions spécifiques radios en réseau

En vert = questions spécifiques radios indépendantes

5. Toutes les annexes doivent être jointes à la demande

- Fournissez en annexe tous les documents demandés dans les encadrés bleu pâle.
- Toutes les annexes demandées doivent être numérotées au moyen de l’identifiant du point correspondant. Si une annexe est fournie en plusieurs pages, identifiez chaque page au moyen de l’identifiant du point correspondant, suivi du numéro de page. Par exemple, le point ID Annexe 1 demande une copie des statuts du demandeur. La première page des statuts sera numérotée ID Annexe 1-p1, la seconde ID Annexe 1-p2, et ainsi de suite, au besoin, cette numérotation peut-être manuscrite.
- Toutes les demandes d’annexes doivent faire l’objet d’une réponse. Si vous n’avez pas de document à fournir pour une annexe, mentionnez soit « non applicable », soit « néant ».
- Ne regroupez pas plusieurs annexes sur une même page.

Si vous le souhaitez, vous pouvez développer en annexe des compléments d'information à certains points du formulaire. Dans ce cas, indiquez dans le corps du formulaire, en regard de la question posée, que la réponse est fournie en annexe. De la même manière, identifiez la réponse figurant en annexe en la numérotant au moyen de l'identifiant de la question posée.

Fiche n°1 : IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Identifiant question	Questions	Explications / questions - réponses
ID Q1	Dénomination de la société ou de l'association sans but lucratif :	<p>Question : Nous nous interrogeons sur l'identité de la personne morale qui déposera une offre en continuité d'une radio existante. Cette dernière est éditée par une ASBL pour des raisons historiques. Le dépôt de l'offre par une société commerciale pourrait toutefois mieux correspondre à la réalité présente et future de l'activité de la radio. Si l'ASBL dépose l'offre, elle gardera le bénéfice de l'expérience acquise. Mais si l'offre est déposée par une société commerciale, perdra-t-elle le bénéfice de l'expérience ?</p> <p>Le formulaire précise que le candidat doit fournir une liste des administrateurs et dirigeants (ID annexe 5) et autre membres actifs (ID annexe 6), avec pour chacun une description de l'expérience acquise dans le domaine de la radiodiffusion. En outre, le demandeur a la possibilité de démontrer une forme de continuité entre les deux personnes morales par des mentions explicites dans les statuts fondateurs de la nouvelle société ou dans l'acte de liquidation de l'ancienne ASBL, qu'il joint le cas échéant à l'annexe ID annexe 1.</p>
...
ID Q4	Forme juridique :	Forme juridique du demandeur (par exemple, ASBL, SA, SPRL, ...).
ID Q6	Nom et fonction du représentant légal :	<p>Question : Quid lorsque la société demanderesse ne comprend pas d'administrateur délégué? Deux administrateurs ou le Directeur général ou autre (à préciser par vous) peuvent-ils remplir le rôle de représentant légal?</p> <p>Toute personne habilitée en vertu des statuts ou décisions des organes décisionnels du demandeur peut remplir le rôle de représentant légal.</p>
ID Q8 & Q9	Adresse du siège social	<p>Adresse du siège social du demandeur, telle que mentionnée dans les statuts.</p> <p>Question : Des projets radiophoniques venant d'autres pays peuvent-ils postuler ?</p> <p>Tout candidat en provenance de l'étranger peut postuler à l'appel d'offre pour autant qu'il dispose d'un établissement en Communauté française au sens de l'article 2 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels.</p> <p>Question : Le siège d'exploitation d'un opérateur peut-il être en dehors du territoire de compétence de la Communauté française, le siège social et l'antenne étant, eux, bien sur le territoire de la Communauté française ?</p> <p>Un candidat peut postuler à l'appel d'offres pour autant qu'il dispose d'un établissement en Communauté française au sens de l'article 2 du décret sur les services de médias audiovisuel.</p>

ID Q10 & Q11	Adresse du siège d'exploitation (s'il diffère du siège social)	Ceci doit être rempli uniquement dans le cas où le siège d'exploitation (bureaux, studios) n'est pas situé à la même adresse que le siège social. Préciser « Sans objet » ou « Non applicable » si le siège d'exploitation et le siège social sont à la même adresse.
DONNEES DE TRANSPARENCE (TSP)		
Identifiant question	Questions	Explications / questions - réponses
Radios indépendantes uniquement	ASBL - activités exercées par les membres, administrateurs et dirigeants	Le cas échéant, veuillez mentionner toutes les autres activités exercées par les membres, administrateurs et dirigeants de l'ASBL dans le domaine des médias (par exemple, les personnes qui sont membres de plusieurs radios). Veuillez remplir les points TSP Q1 à TSP Q3 <u>pour chaque personne concernée</u> .
TSP Q1	Nom, prénom :	
TSP Q2	Fonction :	
TSP Q3	Autre(s) activité(s) exercée(s) :	Veuillez mentionner les activités et les médias dans lesquels chaque membre / administrateur / dirigeant les exerce.
	Actionnariat	Pour les sociétés uniquement. Veuillez décrire la répartition du capital de la société éditrice entre ses actionnaires. Suivre le modèle ci-dessous (TSP Q1 à TSP Q9) pour chacun d'eux. Ces questions TSP Q1 à TSP Q9 ne concernent pas les ASBL.
TSP Q1 (réseaux) TSP Q4 (indés)	Nom :	...
TSP Q2/Q5	Forme juridique :	
TSP Q3/Q6	Adresse du siège social (le cas échéant, du siège d'exploitation) :	
TSP Q4/Q7	Part du capital détenu :	La part est exprimée en %, le montant en euros.
TSP Q5/Q8	Droit de vote attaché aux actions :	Le droit de vote est exprimé en %.
...	...	

	Activités exercées	<p>Veillez détailler les activités exercées directement par la personne morale éditant le service.</p> <p>Pour l'identification de la fonction, référez-vous aux catégories du décret (éditeur, distributeur de services, opérateur de réseaux) et ses sous-catégories.</p> <p>Pour les activités dans le domaine de la radiodiffusion, veuillez énumérer tout type de service adressé au public en général ou à une partie de celui-ci et n'ayant aucun caractère de confidentialité, même sur demande individuelle, quelle que soit la technique de diffusion utilisée.</p> <p>Pour les activités dans d'autres secteurs des médias, veuillez énumérer tous les types de médias (presse, affichage, ...) ainsi que les sociétés de service à destination des médias (régie publicitaire, société de production ou de distribution de programmes, maison de disques, agence de presse, ...).</p>
TSP Q10/Q13	La société éditrice exerce-t-elle d'autres activités d'édition dans le domaine des services de médias audiovisuels (SMA) ?	<p>Pour les sociétés uniquement :</p> <p>Enumérer par ordre d'importance du chiffre d'affaires, chaque activité opérée (fonction concernée et identification du service édité/des services distribués/des réseaux opérés)</p> <p>Indiquez « Néant » si vous n'exercez aucune autre activité.</p> <p>Question : Les activités de diversification rentrent-elles dans les activités liées aux services de médias audiovisuels (SMA) ou à d'autres secteurs des médias selon vous?</p> <p>Seules sont liées aux SMA les activités en lien avec la transmission de services audiovisuels par les réseaux de communication électroniques et ne présentant pas de caractère de confidentialité : il s'agit de la radio et la télévision, y compris à la demande. Les activités d'édition littéraire ou de presse écrite n'entrent pas dans cette définition mais bien dans celle d'autres secteurs des médias.</p>
...
TSP Q12/Q15	La société éditrice exerce-t-elle des activités dans <u>d'autres secteurs des médias</u> (presse écrite, internet, production, régie publicitaire, distribution) ?	<p>Pour les sociétés uniquement :</p> <p>Enumérer par ordre d'importance du chiffre d'affaires, chaque activité opérée (secteur concerné et dénomination).</p> <p>Indiquez « Néant » si vous n'exercez aucune autre activité</p>
...
	Intérêts détenus	<p>Pour les sociétés uniquement :</p> <p>Veillez énumérer, par ordre d'intensité du contrôle, les sociétés dans lesquelles la personne morale éditeur de service détient une participation.</p> <p>Pour l'identification de la fonction, référez-vous aux catégories du décret (éditeur, distributeur de services, opérateur de réseaux) et ses sous-catégories.</p>

		<p>Pour les activités dans le domaine de la radiodiffusion, veuillez énumérer tout type de service adressé au public en général ou à une partie de celui-ci et n'ayant aucun caractère de confidentialité, même sur demande individuelle, quelle que soit la technique de diffusion utilisée.</p> <p>Pour les activités dans d'autres secteurs des médias, veuillez énumérer tous les types de médias (presse, affichage, ...) ainsi que les sociétés de service à destination des médias (régie publicitaire, société de production ou de distribution de programmes, maison de disques, agence de presse,...).</p>
...	...	
TSP Q21/Q24	Part et montant du capital détenu :	La part est exprimée en %, le montant en euros.
TSP Q22/Q25	Droit de vote attaché aux actions :	Le droit de vote est exprimé en %.
...
	Fournisseurs	<p>Ce point doit aussi être complété par les ASBL.</p> <p>Veuillez identifier les personnes physiques ou morales œuvrant dans des activités de fourniture de ressources intervenant de manière significative dans la mise en œuvre des programmes de votre service de radiodiffusion, ainsi que la nature et le montant de leur participation : régie publicitaire, maisons de disques, agences de presse, fournisseurs de moyens financiers, fournisseurs de programmes,...</p> <p>Veuillez remplir les points TSP Q37 à TSP Q39 autant de fois qu'il y a de fournisseurs.</p> <p><u>Question</u> : Faut-il aussi énumérer les fournisseurs de programmes franchisés ou cela ne concerne-t-il que les programmes fournis et qui, par la même occasion, occasionneraient une rentrée d'argent pour la radio ?</p> <p>Tout type de fournisseur doit être mentionné.</p> <p><u>Question</u> : Dans le dossier, faut-il décliner l'ensemble des fournisseurs de programmes, en matière d'information par exemple ?</p> <p>Oui, en particulier ceux qui interviennent de manière significative. Le caractère significatif vise l'intensité du lien entre l'éditeur et son fournisseur, et non sa nature. Sont en particulier visés les fournisseurs dont l'apport sur une base régulière pourrait avoir un impact sur le programme diffusé, comme c'est le cas des sociétés de production indépendantes de l'éditeur, des régies publicitaires, des agences de presse, etc.</p>

	<p>Question : Le CPAS de [x] met à notre disposition le matériel déjà existant. C'est donc bien notre ASBL qui porte le projet. Doit-on renseigner ce partenaire ? Devons-nous indiquer le montant du matériel mis à notre disposition ? Devons-nous inscrire le montant annuel de la fourniture au point 3.F.5. à savoir assurance matériel, SABAM,... payé par le CPAS ?</p> <p>Vous devez mentionner un tel partenaire au point TSP Q37, ainsi que l'ensemble des services fournis au point TSP Q39, si nécessaire ventilé par poste budgétaire, ce qui permet de déterminer la part de l'apport dans le montant total du poste budgétaire concerné.</p> <p>La source des moyens affectés au service doit également clairement apparaître dans votre plan financier sur trois ans tel que demandé en ID Annexe 3 et, le cas échéant, dans votre plan d'emploi tel que demandé en ID Annexe 4.</p> <p>Pour garantir notre indépendance vis-à-vis du CPAS, nous conviendrons d'une convention et la création d'un comité d'accompagnement. Cela est-il suffisant ?</p> <p>Le demandeur doit fournir tout élément qui atteste du fait qu'il est bien dans la situation d'indépendance prévue à l'article 36 §1, 5° du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels (« être indépendant de tout gouvernement, de tout parti politique ou organisation représentative des employeurs ou des travailleurs »). Le caractère suffisant ou non de cette indépendance est laissé à l'appréciation du Collège d'autorisation et de contrôle à la lecture de l'ensemble du dossier.</p> <p>Question : Concernant le point <u>Fournisseurs</u> du demandeur pour la mise en œuvre des programmes, doit-on inscrire les fournisseurs de programmes gratuits et les maisons de disques qui se limitent à envoyer des cd ou ne les déclare-t-on qu'en cas de paiement de leur part ?</p> <p>Veillez mentionner tout apport externe, qu'il soit gratuit ou non.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Question</u> : Que faut-il entendre par « fournisseur de moyens financiers » ? Faut-il reprendre sous cette rubrique tout type de subvention accordée à la radio? • L'expression « fournisseur de moyens financiers » vise particulièrement les tiers qui interviennent dans le financement du service, en particulier les régies publicitaires, mais aussi les éventuels organismes qui accordent des subsides au candidat ou toute autre source de moyen financier (moyens en nature, par exemple mise à disposition de locaux ou de moyens techniques).
--	---

Veillez joindre à la présente fiche les annexes suivantes :

ID Annexe 1	Copie des statuts de la société ou de l'association sans but lucratif publiés au Moniteur belge.	<p>Le dossier de candidature doit reprendre une copie des statuts publiés au Moniteur belge. Ces statuts ne doivent pas être certifiés conformes (la certification conforme n'a plus de valeur légale en Belgique).</p> <p>Question : Les statuts d'une société candidate à une ou plusieurs fréquences doivent-ils être « publiés » au Moniteur belge ?</p> <p>Oui, le dossier de candidature doit reprendre une copie de cette publication sous peine de ne pas être pris en compte.</p> <p>Question : Une ASBL à vocation culturelle peut-elle demander une fréquence ou faut-il absolument que l'ASBL ait dans ses buts l'émission radiophonique ?</p> <p>L'activité radiophonique ne doit pas être mentionnée explicitement dans l'objet social d'une ASBL, pour autant qu'une telle activité reste compatible avec les statuts.</p>
ID Annexe 2	Bilan et comptes du demandeur pour le dernier exercice disponible, tels que déposés à la Banque Nationale ou au Greffe du Tribunal de Commerce.	A joindre en annexe.
ID Annexe 3	Plan financier établi sur minimum trois ans.	<p>Élément indispensable à la recevabilité du dossier de candidature.</p> <p>A joindre en annexe</p> <p>Le plan financier présente les moyens disponibles répartis suivant leur origine et les dépenses prévues réparties suivant leur affectation.</p> <p>Il s'agit d'un plan sur les exercices 2019, 2020 et 2021.</p> <p>Un canevas non contraignant est proposé en fin de document.</p> <p>Question : Pour les radios indépendantes candidates au bénéfice d'une subvention au titre de radio associative et d'expression, le budget prévisionnel à déposer peut-il / doit-il dès le départ prévoir une telle ligne budgétaire ?</p>

		<p>Nous invitons les candidats qui souhaitent demander une telle subvention à prévoir un montant dans leur projet de budget. En effet, il se peut qu'une subvention soit nécessaire pour équilibrer ce dernier¹.</p> <p>Question : Une association dont la radio n'est pas la seule activité peut-elle postuler? Dans ce cas, comment réaliser le plan financier prévu au point ID Annexe 3 ? Sur l'ensemble de l'association ou bien uniquement sur l'activité radiophonique?</p> <p>Toute personne morale peut se porter candidate à un lot, même si la radiodiffusion n'est pas sa seule activité. Dans ce cas, le plan financier peut ne porter que sur les recettes et dépenses qui interviennent dans la mise en œuvre de l'activité radiophonique. Bien entendu, si une activité connexe intervient dans le financement de l'activité radiophonique (par exemple, une association qui organise des soirées dansantes pour financer l'activité radiophonique), il convient de la prendre en compte dans le plan financier.</p>
ID Annexe 4	<p>Plan d'emploi (comprenant notamment le nombre de postes, statut du personnel, masse salariale) concernant le personnel administratif, artistique, technique et commercial. Le plan d'emploi intègre également les postes non rémunérés. Un canevas non contraignant est proposé en fin de document.</p>	<p>Vous devez montrer que votre projet disposera des moyens humains suffisants pour être mené à bien. Ces moyens humains peuvent être bénévoles (dans ce cas, la masse salariale est à 0€², les éventuels frais d'indemnisation étant reportés dans la section ad-hoc du plan financier).</p> <p>La charge de travail bénévole de ces personnes peut être estimée en nombre d'heures par semaine. Il est important de mentionner vos bénévoles, ceux-ci constituent des « moyens » affectés à la production du service.</p> <p>Par « statut du personnel », on entend « salarié » ou « indépendant » ou « bénévole ».</p> <p>Question : Dans le plan d'emploi, la masse salariale brute regroupe-t-elle tous les avantages tels que voitures, chèques-repas,... ?</p> <p>Oui.</p> <p>Question : Faut-il un détail de la masse salariale brute annuelle par personne, ou seulement un total de la masse salariale par département ?</p>

¹ Subside :

- Montant de base : 12.500 €
- Majoration si absence de diffusion de publicité : 6.000 €
- Majoration si diffusion sur internet : 1.000 €

Subside maximum = 19.500 €.

² Sans préjudice du statut légal des bénévoles prévoyant une indemnisation.

		Un détail de la masse salariale par personne n'est pas nécessaire. Dans la mesure du possible, vous pouvez fournir une ventilation de la masse salariale par département ou type de fonction. Pour rappel, la forme du plan d'emploi est laissée à l'appréciation des candidats et le modèle fourni pour l'ID annexe 4 n'est pas contraignant.
ID Annexe 5	Liste des administrateurs et dirigeants (nom, prénom, domicile légal, expérience acquise dans le domaine de la radiodiffusion).	L'expérience acquise dans le domaine de la radiodiffusion peut être communiquée en expliquant brièvement mais concrètement le parcours radiophonique de la personne. Question : Administrateurs : expérience acquise dans le domaine de la radiodiffusion : faut-il fournir un extrait de CV ? Un extrait de CV ou une description succincte mais concrète de l'expérience de chaque administrateur, maximum une page par personne.
ID Annexe 6	Liste des autres personnes porteuses du projet en dehors des administrateurs et dirigeants (nom, prénom, domicile légal, expérience acquise dans le domaine de la radiodiffusion).	A joindre en annexe. <u>Pour les ASBL, veuillez lister tous les membres.</u> Pour l'expérience dans le domaine de la radiodiffusion, veuillez fournir un extrait de CV ou une description succincte mais concrète de l'expérience de chaque personne, une page grand maximum par personne.
ID Annexe 7	Si le demandeur est constitué en société, bilan et comptes annuels des actionnaires du demandeur pour le dernier exercice disponible.	A joindre en annexe.
ID Annexe 8	Si le demandeur est constitué en société, veuillez fournir les documents suivants : - conventions de contrôle conclues par la société avec un ou des actionnaires ; - pactes d'actionnaires ; - procès-verbaux des assemblées générales portant sur la gestion de l'éditeur.	A joindre en annexe.

Fiche n° 2 : NATURE ET DESCRIPTION DU SERVICE

Identifiant question	Questions	Explications / questions - réponses
Prog Q1	<p>Note d'intention décrivant dans les grandes lignes le service, par exemple en décrivant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Genres musicaux diffusés - Caractère récent ou moins récent des titres diffusés - Niveau de rotation des titres - Types de programmes proposés 	<p>Décrivez vos intentions quant au programme qui sera offert au public. Soyez le plus concret possible quant à la description du programme et de ses objectifs.</p> <p>Question : Faut-il nécessairement, dans la demande, indiquer à quel type de radio on souhaite être assimilé (généraliste, d'expression, communautaire, etc...) ou est-ce le CSA lui-même qui, à l'examen du dossier, se charge de classer la demande dans l'une ou l'autre de ces catégories ?</p> <p>Et dans le cas où il faudrait préciser soi-même, doit-on se classer exclusivement dans une seule de ces catégories ou peut-on se proposer (si le projet rejoint effectivement au moins deux des critères en question) dans plusieurs catégories à la fois (par exemple radio communautaire <u>et</u> d'expression ?)</p> <p>Le Règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA prévoit en effet de classer les demandes suivant certains formats qu'il a définis et qui figurent dans la recommandation sur la diversité culturelle et l'équilibre du paysage radiophonique.</p> <p>Il n'appartient pas aux demandeurs de déclarer à quel format ils souhaitent se voir rattachés, mais bien au CSA, sur base des informations fournies dans les dossiers de candidature. Il ne sera pas tenu compte d'une éventuelle déclaration explicite du demandeur quant au rattachement à l'un ou l'autre format, seul le contenu du dossier sera pris en compte. Au cours de l'examen du dossier, un candidat pourra éventuellement se voir attribuer deux formats, un principal et un secondaire, comme le prévoit le règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle.</p> <p>Pour les formats généralistes, les candidats se verront également attribuer un sous-format.</p>
Prog Q2	Description du/des public(s) cible(s) :	Précisez quel est votre public cible : zone géographique, âge, intérêt ou besoin culturel, etc. Utilisez tout critère qui vous semble pertinent. Si vous ne ciblez aucun public en particulier, mentionnez-le aussi.
Prog Q3	Durée quotidienne des programmes en direct en semaine hors congés scolaires	<p>Par programme en direct, on entend un programme dont la diffusion nécessite une intervention humaine (réalisateur, DJ, animateur, journaliste, ...).</p> <p>Semaine = du lundi au vendredi.</p> <p>Congés scolaires = vacances d'été, d'hiver et de printemps et éventuellement congés d'automne et de détente si ces congés impliquent des modifications de vos grilles.</p>
Prog Q4	Durée quotidienne des programmes en automatisé en semaine hors congés scolaires	<p>Par programme en automatisé, on entend un programme dont la diffusion s'effectue sans intervention humaine (juke-box, rediffusion, voice-tracking, relais d'un signal extérieur, ...).</p> <p>Question : Un programme prêt à diffuser (pré-enregistré) mais envoyé sur antenne par un régisseur est-il considéré comme programme en direct ?</p>

		Non, il s'agit d'un programme automatisé. Dans les cas limites (par exemple, programmes enregistrés en condition de direct, programme relais dont la diffusion exige une supervision humaine, ...), vous pouvez expliciter en quoi vous considérez un programme comme direct ou automatisé.
...
Prog Q11	Durée hebdomadaire totale des programmes :	<p>Une semaine 24h/24, 7 jours/7 = 168 heures.</p> <p>Si vous n'émettez pas en continu, précisez le nombre d'heures hebdomadaires pendant lesquelles vous émettez.</p> <p>Question : Est-il nécessaire d'émettre 24h sur 24h ?</p> <p>Non.</p> <p>Question : En ce qui concerne le nombre d'heures de diffusion par jour, y a-t-il un plancher (dès lors qu'il a été indiqué qu'il n'est pas obligatoire d'émettre 24h sur 24h) ?</p> <p>Non, il n'y a pas de plancher minimal requis par la loi. Toutefois, il faut garder à l'esprit que la durée de diffusion peut constituer un critère d'appréciation pour départager deux candidats à une fréquence. Une durée de diffusion particulièrement faible peut jouer en défaveur de votre projet.</p>
Prog Q12	Répartition en % sur une semaine type (lu-di hors congés scolaires) des différents genres de programmes composant le service (à titre d'exemple : information, sport, musique, jeux, ...) et la part réservée à la diffusion de publicité :	Précisez, pour chaque type de programme, sa proportion annuelle en pourcentage. Vous êtes libre de proposer les catégories de programmes qui sont pertinentes par rapport à votre projet. La seule catégorie qui doit absolument être reprise est la publicité (si vous n'en faites pas, mentionnez 0% de publicité).
Prog - grille à compléter	Grille descriptive des programmes.	<p>Veuillez remplir le tableau ci-dessous. Merci d'indiquer <u>tous les programmes</u> et de <u>remplir toutes les cases</u> pour <u>chaque programme</u>.</p> <p>Cet élément dûment complété est indispensable à la recevabilité du dossier de candidature.</p>
Prog Q13	Description des procédures d'élaboration de la programmation :	Expliquer de quelle manière s'élaborent les choix de programmation (fréquence des réunions, critères d'élaboration de la grille des programmes, etc.).

Prog Q14	Identification des personnes ressources de l'éditeur de services participant à l'élaboration de la programmation :	Pour chaque personne, préciser les nom, prénom et fonction. Ces personnes et leur expérience dans le domaine de la radio doivent être mentionnées dans l'annexe ID 4 ou l'annexe ID 5. Par personne ressource on entend toute personne intervenant dans l'élaboration de la programmation et la grille des programmes.
Prog Q15	La programmation musicale est-elle centralisée et homogène ou est-elle libre et laissée à l'appréciation des animateurs et personnes en charge d'émissions?	Si la situation est variable (par exemple en fonction des plages horaires), veuillez nuancer votre réponse.
Prog Q16	Pour les services existants (FM, webradio, autre), veuillez indiquer, le cas échéant, l' / les éventuelle(s) sanction(s) prise(s) à l'encontre du service par l'autorité de régulation audiovisuelle auprès de laquelle il est déclaré ou autorisé :	Le CSA belge étant en possession de ces informations pour les services qu'il régule, cette question s'adresse principalement aux services autorisés ou déclarés auprès d'autres autorités de régulation audiovisuelle.
Exploitants	Le cas échéant, veuillez lister les exploitants ou candidats exploitants	Par exploitant, on entend le tiers qui prend en charge une partie du réseau du point de vue technique ou commercial. Veuillez remplir les points ExQ1 à ExQ6 pour chaque exploitant ou candidat exploitant. Question : Les filiales qui exploitent une partie du réseau doivent-elle être signalées ici, ou n'est-ce que les exploitants indépendants de notre société ? Toute personne morale, différente du demandeur, qui se verrait confier une partie de l'exploitation du réseau doit être renseignée.

Fiche n°2 : GRILLE A COMPLETER

Type de programme *	Nom du programme	Brève description du programme	Ce programme est-il animé?	Estimation de la proportion d'interventions parlées* *	Langue parlée dans le programme	Jour(s) de diffusion** *	Heure de diffusion** *	Durée (en minutes) par diffusion	Fréquence de diffusion ****	Rediffusions éventuelles (jour, heure)	Nombre de diffusions sur l'année *****	Origine du programme* *****	Ce programme est-il décroché?

Complétez autant de lignes qu'il y a de programmes

*Choisissez entre cinq types de programmes : voir tableau explicatif ci-dessous.

**Si le programme est animé, veuillez indiquer une estimation de la proportion d'interventions parlées (par rapport à la musique, hors publicités et informations de service) : voir le tableau explicatif ci-dessus.

*** Indiquez les jours et heures de diffusion habituels du programme

**** Indiquez s'il s'agit d'un programme quotidien, hebdomadaire, mensuel ou toute autre fréquence de diffusion

***** Par exemple, toutes les semaines sur toute l'année = 52 diffusions

******Veuillez indiquer l'origine du programme s'il n'est pas entièrement produit par votre radio - quatre réponses possibles :*

1. Production propre (PP) ;
2. Programme fourni par un tiers : indiquez le nom du fournisseur (par exemple Radio XYZ) ;
3. Programme échangé - reçu + nom de la radio qui donne le programme ou Programme échangé - prêté + nom de la radio qui reçoit le programme
4. Programme coproduit + nom(s) de la (des) radio(s) partenaires.

******Veuillez indiquer l'origine du programme s'il n'est pas entièrement produit par votre radio - deux réponses possibles :*

1. Production propre
2. Production de XXX (nom de la radio ou du producteur du programme).

Type	Nom	Description	Indication de pourcentage d'interventions parlées ³ (hors publicité)
Type I	Flux musical	Diffusion de musique sans intervention humaine, commentaire ou explication.	0%
Type II	Musique et animation	Diffusion de musique et animation sans thématique spécifique / programme d'accompagnement. Animation en direct ou en voice-track. Eventuelles diffusions de programmes de service (info-traffic, météo,...).	En général le pourcentage d'interventions parlées pour ce type de programme ne dépasse pas 15%.
Type III	Animation comprenant des rubriques thématiques, des chroniques et des invités	Les programmes ne sont pas thématiques mais sont composés d'un ensemble de chroniques, séquences humoristiques, flashes d'information, revues de presse et analyses d'actualité, entretiens, invités, capsules qui offrent un développement sur divers sujets, agendas culturels, critiques littéraires ou cinématographiques,... Les matinales sont des exemples typiques de ce type de programme.	En moyenne, les interventions parlées représentent 60% du programme. Les séquences sont relativement courtes (de 2 à 15 minutes).
Type IV	Programme de contenu / programme thématique	Programme développant des sujets divers (émissions d'analyse d'actualité, culturelles, religieuses, d'éducation permanente, sportives, de divertissement).	Lors du benchmark il a été observé que, dans les programmes de contenu analysés, les interventions parlées représentent toujours plus de 50% (60% en moyenne) du temps total de diffusion et la proportion de musique ne dépasse jamais 40% (20% en moyenne).

³ Ces proportions sont basées sur une étude comparative réalisée par les services du CSA en mars 2018 sur 41 programmes issus de 12 éditeurs différents pour une durée totale analysée de 59 heures. L'échantillon contenait des radios en réseau (publiques et privées) et des radios indépendantes dont des radios disposant du statut de radio associative et d'expression.

Type V	Programme musical thématique	Programmes musicaux dans lesquels la musique est sélectionnée sur base de critères précis (genre, thème) et commentée / analysée / expliquée. Contrairement au programme de type II, le programme thématique musical n'offre pas une simple présence d'animateur mais offre des analyses musicales, raconte l'histoire des styles musicaux, présente des artistes et / ou des nouveautés au sein des genres. Des artistes sont parfois invités en studio pour présenter leur œuvre.	Pour qu'il y ait un véritable accompagnement de la musique diffusée, ce type de programme comporte au minimum 20% d'interventions parlées.
--------	------------------------------	---	--

ANNEXES FICHES 2

Prog Annexe 1	Description détaillée de tous les programmes.	A joindre en annexe - veillez à ce que tous les programmes qui figurent dans les grilles à remplir soient dûment décrits dans l'annexe Prog Annexe 1.
Prog Annexe 2	Preuves de la mise en œuvre des procédures destinées à respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins (attestation des sociétés de gestion collective des droits d'auteur : SABAM, droits d'interprètes : PLAYRIGHT, droits des producteurs : Simim). Il est demandé la preuve que le demandeur satisfait à ses obligations au moment de la remise de son dossier de candidature ou que des procédures sont en cours (pré-déclarations) pour	<p>Question : Comment doivent se matérialiser dans le dossier de candidature les accords avec les sociétés de droits d'auteur et droits voisins? Une déclaration sur l'honneur suffit-elle ? Non, une déclaration sur l'honneur ne suffit pas. Vous devez obtenir des sociétés concernées une attestation garantissant que vous avez conclu des accords avec ces sociétés ou que vous avez entrepris vis-à-vis de ces sociétés les démarches destinées au respect des droits d'auteurs et droits voisins.</p> <p>Question : Nous craignons que l'appel d'offre soit l'occasion pour les sociétés de droits d'auteurs de conditionner l'envoi d'une attestation au candidat à une régularisation financière de sa situation. Pourquoi devons-nous nous lier avec la Simim et Playright en plus de la Sabam ? Il s'agit d'une obligation légale prévue à l'article 35 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, et reprise dans le cahier des charges en vertu de l'article 54 du décret. La Simim et Playright sont les sociétés de gestion collective des droits reconnues pour la perception de la rémunération équitable des droits voisins liés aux producteurs (Simim) et aux artistes interprètes</p>

	<p>garantir le respect des obligations une fois l'autorisation accordée.</p>	<p>(Playright). Des informations approfondies sur les droits d'auteurs et droits voisins (matière de compétence fédérale) peuvent être obtenues auprès du SPF Economie. https://economie.fgov.be/fr/themes/propriete-intellectuelle/droit-dauteur</p> <p>Question : Il est demandé de fournir les preuves de la mise en œuvre des mesures visant à respecter le droit d'auteur et les droits voisins. Nous avons obtenu le document-type de la Sabam, mais nous avons des difficultés concernant les droits voisins. La présence ou non d'une attestation concernant le respect ou la mise en place des démarches visant à respecter les droits voisins est-elle une clause de non-recevabilité de la demande d'attribution de fréquence ?</p> <p>La mise en œuvre du respect de la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins constitue un critère de conformité. Cette mise en œuvre peut être prouvée par divers moyens : soit une attestation des sociétés de gestion collective des droits confirmant que vous avez, jusqu'à présent, respecté la législation ; soit un accusé de réception de leur part attestant que vous avez entamé les procédures (par exemple, une copie du courrier par lequel ces sociétés vous ont transmis un formulaire ou des tarifs – dans ce cas, le courrier doit bien mettre en évidence qu'il vous est adressé). Dans le cas où l'une de ces sociétés refuserait de vous transmettre une attestation ou un accusé de réception, il vous est demandé de joindre au dossier tout élément utile qui pourrait justifier de votre bonne foi quant à la mise en œuvre du respect de la législation : échanges de courriers avec la ou les société(s) en question, argumentaire, etc. Le CSA appréciera alors les arguments du demandeur et se réserve le droit de solliciter un complément d'information auprès des sociétés en question.</p> <p>Les documents émanant des sociétés de gestion collective des droits d'auteur et droits voisins doivent dater des douze derniers mois.</p> <p>Adresses utiles :</p> <p><u>Droits d'auteur</u></p> <p>SABAM SCRL Rue d'Arlon 75-77 1040 Bruxelles Tél. : 02 286 82 11 E-mail : contact@sabam.be</p>
--	--	---

		http://www.sabam.be/fr <u>Droits voisins</u> Simim (producteurs) Place de l'Alma 3 boîte 5 1200 Woluwé-Saint-Lambert (Bruxelles) Tél. : 02 775 82 10 E-mail: Simim@simim.be http://www.simim.be/ Playright (artistes-interprètes) Boulevard Belgica 14 1080 Bruxelles Tél. : 02 421 53 41 E-mail: info@playright.be http://playright.be/fr/
...

Fiche n° 2b : MODALITES ADDITIONNELLES PROPRES A LA RADIO INDEPENDANTE QUI SOLLICITE LE STATUT ET LE SUBSIDE DE RADIO ASSOCIATIVE ET D'EXPRESSION

Définition de la radio associative et d'expression selon le décret coordonné sur les services de médias audiovisuel - article 1^{er} 42° :

« *Radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente : la radio indépendante qui :*

- *diffuse un volume minimum d'heures, de programmes d'actualités, d'éducation permanente, de développement culturel et de participation citoyenne, dont une partie en production propre et des œuvres de création radiophonique. Ce volume est déterminé par le Gouvernement ;*
- *a recours principalement au bénévolat ;*
- *associe des bénévoles dans ses organes de gestion ;*
- *ne recourt pas à la publicité ou dispose de revenus publicitaires limités dont le montant maximal est déterminé par le Gouvernement ; »*

	Identifiant question	Questions	Remarque	Réponses
Indé	ID Q1	Dénomination du demandeur :		
Indé	ID Q2	Dénomination du service :		
	<i>Cette fiche ne doit être remplie que dans le cas où la présente demande concerne une radio indépendante qui souhaite obtenir le statut de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente.</i>			
Indé	Assoc - grille à compléter	Description des programmes	<i>Voir explications sur les programmes ci-dessous.</i>	

Programmes d'actualité : émissions faisant l'objet d'un traitement journalistique, mais aussi émissions traitant de sujets de société, sous la forme de débats, de reportages, de documentaires, de revues de presse, d'interviews.

Ne sont (notamment) pas pris en compte :

- La diffusion de bulletins d'information générale prêts à diffuser ;
- Les programmes de services en tous genres : agenda, annonces culturelles, recettes de cuisine, info trafic, météo, etc.

Education permanente : programmes visant à l'épanouissement des auditeurs, par un aspect didactique ou émancipateur. Il peut s'agir de programmes de vulgarisation scientifique ou de programmes d'informations pratiques qui permettent aux individus de mieux prendre en charge leur existence. Il peut également s'agir de programmes réalisés dans un contexte d'apprentissage aux métiers de la radio, par exemple, des programmes réalisés dans le cadre de maisons des jeunes et qui témoignent d'une démarche de réflexion sur les médias et leur appropriation.

Développement culturel : programmes visant l'élargissement des horizons en matière de pratiques culturelles. Les programmes ciblés orientés sur la découverte de tous produits culturels peu promus dans les médias, comme certains arts de la scène, la littérature, les arts plastiques, mais aussi d'une manière transversale tous ceux qui participent d'une démarche artistique innovante et émancipatrice.

Les programmes visant la découverte musicale sont éligibles s'ils font montre d'un travail de recherche ou de défrichage. En ce sens, la musique sera accompagnée de séquences d'information sur les œuvres diffusées et leurs créateurs, sous la forme de chroniques, de reportages ou d'interviews, ainsi que

de la diffusion de raretés et de musique produite en direct ou à tout le moins spécifiquement pour l'occasion (sets acoustiques, captations de concerts, création radiophonique). Pour être pris en compte, ces programmes doivent comporter au moins 1/3 d'interventions parlées sur le(s) sujet(s) abordé(s).

Les programmes visant la couverture de l'actualité culturelle sous un angle critique et personnel sont également pris en compte, tout comme les programmes ponctuels de couverture d'un festival ou d'un autre type d'événement culturel.

Participation citoyenne : des programmes qui mettent en scène des acteurs locaux, associations comme individus. Il peut soit s'agir de programmes de type « tribune libre » à une association, de programmes destinés à garantir l'accès aux ondes de certains groupes sociaux (notamment les minorités culturelles) ou de programmes plus réguliers pris en charge par des associations ou collectifs sur des thèmes divers.

Comptabilisation des durées

- La programmation hebdomadaire doit comporter au minimum 14 heures de programmes relevant de l'actualité, l'éducation permanente, le développement culturel et la participation citoyenne, soit une moyenne de deux heures par jour. La comptabilisation se fait sur 44 semaines par an pour tenir compte du fait que les congés scolaires peuvent être des périodes creuses durant lesquelles les bénévoles sont davantage absents ;
- Sur ces 14 heures, 10 heures minimum doivent être des programmes produits en propre et en première diffusion (inédits donc). Les 4 heures restantes peuvent être constituées de rediffusions et/ou de programmes correspondant aux critères qualifiants empruntés à d'autres radios ;
- Les programmes rediffusés sont comptabilisés à concurrence de 50% de leur temps ;
- Les programmes empruntés sont comptabilisés à concurrence de 25% de leur temps.

Exemple : Radio XYZ diffuse des programmes qualifiants produits en propre, en première diffusion à concurrence de 11h par semaine, elle rediffuse quatre de ses programmes (d'une heure chacun) et diffuse aussi quatre programmes (d'une heure chacun) qui viennent de Radio ABC (une autre radio associative et d'expression), le calcul du CSA est le suivant : $11h + 2h (4h/2) + 1h (4h/4) = 14h/semaine$ (établi sur 44 semaines pour tout l'exercice), soit tout juste le volume minimum pour obtenir le statut.

Plus d'informations disponibles à ces adresses : <http://www.csa.be/documents/2486> et http://www.csa.be/system/documents_files/2974/original/Moniteur_arrete_definition_radio_associtative.pdf?1547544108

Fiche n° 2b : GRILLE À COMPLÉTER (uniquement pour les demandes de statut de radio associative et d'expression)

Mission*	Nom du programme	Brève description du programme	Jour(s) de diffusion**	Heure(s) de diffusion**	Durée (en minutes) par diffusion	Fréquence***	Rediffusions éventuelles (jour, heure)	Nombre de diffusions sur l'année**** (hors rediffusion)	Origine du programme*****

Complétez autant de lignes qu'il y a de programmes

Légende

*Indiquez pour chaque programme quelle mission principale il remplit et pour lesquelles les radios associatives peuvent prétendre à un subside, soit : Information, Développement culturel, Education permanente ou Participation citoyenne

**Indiquez les jours et heures de diffusion habituels du programme

***Indiquez s'il s'agit d'un programme quotidien, hebdomadaire, mensuel, ou toute autre fréquence de diffusion

****Par exemple, toutes les semaines sur toute l'année = 52 diffusions

*****Veuillez indiquer l'origine du programme s'il n'est pas produit en propre.

Fiche n°3 : TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Identifiant question	Questions	Explications / Questions - Réponses
	Proposer des programmes d'information générale (hors informations de promotion culturelle) ne relève pas d'une obligation, les radios indépendantes comme les radios en réseau peuvent décider de ne pas en diffuser.	
	L'art. 36, § 1 ^{er} , 2, 3°, 4°, 4°bis du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels prévoit que l'éditeur de services doit avoir recours, s'il échet, à des journalistes professionnels ou des personnes susceptibles de l'être ; établir un Règlement d'Ordre Intérieur relatif au traitement objectif de l'information et s'engager à le respecter ; reconnaître une société interne de journalistes et être membre de l'IADJ.	
	Les radios indépendantes ne sont pas tenues d'avoir recours à des journalistes professionnels, ni de reconnaître une société interne de journalistes.	

Le CSA considère comme programme d'information, un programme qui, cumulativement :

- Traite de l'actualité (y compris dans des domaines spécialisés) ;
- Fait l'objet d'un traitement journalistique (collecte, éditorialisation (contextualisation et hiérarchisation de l'information) et communication des faits dans un souci de vérité) ;
- Répond à une préoccupation d'intérêt général (c'est-à-dire traite de la vie en société sous tous ses aspects et est conçu uniquement dans l'intérêt du public).

Ces programmes ne sont pas obligatoirement réalisés par un journaliste professionnel ou de formation.

Les programmes délivrant des informations de service stricto sensu (météo, info-traffic, grilles de résultats sportifs, simple relais d'informations de l'administration communale, etc.) ne sont pas comptabilisés en tant que programmes d'information.

Tout ce qui relève de la promotion à titre gratuit des événements culturels de la zone de service doit être détaillé en fiche n°4.

Identifiant question	Question	Explications / questions – réponses
Info Q1	Avez-vous l'intention de diffuser des programmes d'information - qu'ils soient produits par votre radio ou par un/des tiers?	<p>Si vous comptez proposer des programmes d'information, sous quelle forme, et avec quels objectifs ?</p> <p>Question : Pour les radios indépendantes faisant appel à un tiers pour la production et la présentation des flashes d'information, faut-il répondre à toutes les questions ?</p> <p>Il faut remplir toute la fiche car l'éditeur doit assumer la responsabilité éditoriale sur l'ensemble des programmes, y compris ceux provenant d'un fournisseur. Par dérogation, les radios indépendantes ne sont pas soumises à l'obligation de faire assurer la gestion des programmes d'information par des journalistes professionnels, ni de reconnaître une société interne de journalistes. Toutefois, elles restent soumises à l'obligation d'établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et de s'engager à le respecter, même si elles ne diffusent pas de bulletins d'information générale. Un tel règlement – même succinct – doit donc être fourni à l'annexe « Info Annexe 1 » pour tous les candidats.</p> <p>Important : si vous diffusez de l'information, vous devez avoir adopté un règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information et vous être engagé à le respecter. Veuillez le fournir en annexe (Info Annexe 1).</p> <p>C'est obligatoire même si vous ne produisez pas vous-même les programmes d'information. Même dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur sur l'objectivité dans le traitement de l'information doit être adopté au nom de votre propre radio car vous êtes, dans tous les cas, responsable des contenus diffusés sur votre service.</p>

Info Q2	Note d'intention en matière de ligne rédactionnelle et de traitement de l'information :	Veillez détailler les spécificités de l'offre d'information du service (thématiques traitées, type de traitement,...).
Info - grille à compléter	Grille des programmes d'information	Veillez remplir la grille. Merci d'utiliser une ligne par programme d'information et de remplir toutes les cases pour chaque programme.
Info Q3	Combien de personnes (équivalent temps-plein - ETP) avez-vous prévu pour produire ces programmes?	Le cas échéant, veuillez mentionner les éventuels bénévoles ou étudiants en journalisme qui assureraient ce type de programme. Pour les étudiants qui produisent des journaux parlés dans le cadre de leurs études, pensez à tenir compte des périodes durant lesquels ils ne sont pas disponibles (congés scolaires, examens, ...). Si vous ne disposez pas de cette information sur les ETP parce que les programmes sont produits par un tiers, veuillez l'indiquer clairement.
Info Q4 (réseaux)	Disposez-vous d'au moins un journaliste reconnu engagé sous contrat d'emploi?	Le statut de journaliste professionnel est défini par la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel. Les radios indépendantes peuvent déroger à l'obligation de recourir à des journalistes professionnels, raison pour laquelle cette question ne figure pas dans le formulaire de candidature des radios indépendantes (Info Annexe 3 – Réseaux). Pour les réseaux, mentionnez « Non applicable » si vous ne diffusez pas de programmes d'information.
...

<p>Info Q6 (réseaux)</p>	<p>Avez-vous reconnu une société interne de journalistes?</p>	<p>Une société interne de journalistes doit être constituée et consultée obligatoirement</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle des programmes d'information ; • sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'information ; • sur la désignation du rédacteur en chef. <p>Cette société interne est composée de journalistes représentant la ou les rédactions de l'éditeur de services. Les radios indépendantes peuvent déroger à cette obligation, raison pour laquelle cette question ne figure pas dans le formulaire de candidature des radios indépendantes. Pour les réseaux, mentionnez « Non applicable » si vous ne diffusez pas de programmes d'information.</p> <p>Question : Le cahier des charges des radios en réseaux prévoit la reconnaissance d'une société interne de journalistes. Que faire lorsque les journalistes ne manifestent aucune intention de se constituer en un tel type de société ? Comment répondre à l'appel d'offre sur ce point ?</p> <p>Le demandeur ne peut reconnaître une société interne de journalistes si cette dernière n'est pas constituée. Cette reconnaissance est donc subordonnée à l'existence d'une société interne des journalistes (constituée ou en projet).</p> <p>Dans le cas où aucune SIJ ne se constituerait, par exemple parce que la rédaction serait trop petite ou n'en manifesterait pas le souhait, l'éditeur doit s'engager par écrit à consulter sa.son/ses journaliste(s) sur les 3 points ci-dessus.</p>
<p>...</p>	<p>...</p>	<p>...</p>
<p>Info Q8 / Info Q4</p>	<p>Etes-vous déjà membre de l'IADJ ou avez-vous entamé des démarches auprès de cet organisme?</p>	<p>Depuis 2009, tous les éditeurs de médias audiovisuels autorisés ou déclarés en Fédération Wallonie Bruxelles qui diffusent de l'information de type actualité (y compris magazines, débats, cartes blanches,...) doivent remplir une condition supplémentaire : adhérer à l'IADJ aussi connue sous le nom AADJ (Association pour l'autorégulation de la déontologie journalistique), la structure (formée en ASBL) qui encadre le Conseil de déontologie journalistique et organise son travail. C'est la conséquence du décret du 30 avril 2009 du Parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles qui porte création du Conseil de déontologie. L'obligation a été traduite dans le décret coordonné sur les services de médias audiovisuels (art. 36 §1er 4°bis). Elle est contrôlée par le CSA.</p> <p>En tant qu'éditeur de radio, vous devez donc, si vous diffusez de l'information, adhérer à l'IADJ car c'est une obligation décrétales. Si vous achetez l'information à un autre éditeur, cela ne fait pas de différence car l'obligation porte sur la diffusion du contenu dont vous êtes responsable.</p> <p>Adhérer à l'IADJ vous permet de participer aux décisions prises par l'association, comme sa gestion financière. En contrepartie, l'adhésion implique le paiement d'une cotisation calculée selon l'ampleur des rédactions journalistiques. Ainsi, le montant de la cotisation pour les radios est calculé comme suit : <u>58,28 euros</u></p>

		(indexables) par an comme forfait de base auquel s'ajoutent autant de fois 58,28 euros qu'il y a de journalistes agréés (donc titulaires d'une carte de presse) employés dans la rédaction.
Info Q9 / Info Q5	(si non) En cas d'autorisation, vous engagez-vous à devenir membre de l'IADJ et à vous acquitter de la cotisation annuelle?	Le fait d'être membre de l'IADJ étant une obligation décrétable et un critère de conformité de votre dossier de candidature, il faut vous engager à devenir membre si vous ne l'êtes pas encore (cet engagement sautant si vous n'obteniez pas d'autorisation). Il vous est donc demandé de prendre contact auprès de cet organisme (https://lecdj.be/) pour vous pré-déclarer et de fournir en annexe (Info Annexe 2) l'attestation de pré-déclaration qu'il vous aura délivré.
Info fournie par tiers Q0	Avez-vous recours à des programmes d'information conçus par des tiers?	On entend par cette question des programmes d'information qui ne sont pas réalisés par le candidat mais par un autre éditeur ou une agence spécialisée qui fournit des programmes d'information prêts à diffuser. <u>Les obligations de fourniture de règlement d'ordre intérieur et d'adhésion à l'IADJ s'appliquent également à ce cas de figure. Dans tous les cas, l'éditeur est responsable des contenus diffusés sur son service, qu'il en soit producteur ou non !</u>
...
ANNEXES		
Info Annexe 1	Copie du Règlement d'Ordre Intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information	Tous les candidats qui traitent de l'actualité et/ou de politique doivent fournir un tel règlement, même s'ils ne diffusent pas de programmes d'information type journaux parlés ou flashes info, s'ils ne produisent pas eux-mêmes leurs programmes d'actualité ou s'ils ne recourent pas à des journalistes professionnels. Question : Règlement d'ordre intérieur : que faut-il y mentionner précisément? L'éditeur est libre de rédiger son règlement comme il lui semble pertinent. Des exemples dont il peut s'inspirer peuvent être obtenus sur le site de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP) http://www.ajp.be/codes-de-deontologie/
Info Annexe 2	Copie d'attestation de cotisation ou d'une pré-déclaration de service auprès de l'IADJ.	Coordonnées de contact IADJ / AADJ / Conseil de déontologie journalistique rue de la Loi, 155 / 103 1040 Bruxelles Tél. : 02 280 25 14 cdj@lecdj.be / info@lecdj.be
Info Annexe 3 - Réseau	Liste des journalistes professionnels engagés sous contrat d'emploi.	Veuillez joindre la liste en annexe en précisant le n° de carte de presse pour chaque journaliste ainsi qu'une copie de chaque contrat d'emploi (vous pouvez noircir/cacher les informations types rémunération ou avantages si vous le souhaitez).

Fiche n°3 : GRILLE À COMPLÉTER

Type de programme*	Nom du programme	Brève description du programme	Jour(s) de diffusion**	Heure de diffusion**	Durée (en minutes) par diffusion	Fréquence***	Rediffusions éventuelles (jour, heure)	Nombre de diffusions sur l'année****	Origine du programme* ****

Complétez autant de lignes qu'il y a de programmes d'information

Légende

*Exemple : Flash, journal parlé, magazine, débat, forum, entretien...

**Indiquez les jours et heures de diffusion habituels du programme

***Indiquez s'il s'agit d'un programme quotidien, hebdomadaire, mensuel, ou toute autre fréquence de diffusion

****Par exemple, toutes les semaines sur toute l'année = 52 diffusions

*****Veuillez indiquer l'origine du programme s'il n'est pas produit en propre.

Fiche n°4 : PROMOTION CULTURELLE, PRODUCTION PROPRE, DECROCHAGES LOCAUX (réseaux uniquement)

Identifiant question	Questions	Explications / Questions - Réponses
<p><i>L'art 53, §2, a) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels prévoit que l'éditeur de services veille à la promotion culturelle, notamment par la présentation à titre gratuit des principales activités culturelles et socioculturelles de la zone de service de la radio.</i></p> <p><i>L'art. 53, §2, b) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels coordonné prévoit l'obligation d'assurer un minimum de 70% de production propre, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de favoriser la diversité des services ou en application de l'article 56bis.</i></p>		
<p>Promotion culturelle</p>		
<p>Cult - grille à compléter</p>	<p>Grille des programmes de promotion et développement culturel</p>	<p>Évalué sur 20 points – la promotion des activités culturelles et socioculturelles de la zone de service de la radio est une obligation décrétales qui ne peut faire l'objet de demande de dérogation.</p> <p>Par <u>promotion culturelle</u> on entend les activités socioculturelles dans la zone de service ou aux environs de celle-ci promues par la radio comme les concerts, les spectacles, les expositions et toute autre activité régulière ou ponctuelle organisée dans le domaine artistique ou de l'expression en général (patrimoine, architecture, spectacles vivants, théâtre, cinéma, littérature, poésie, musique, danse, gastronomie, etc.) ainsi que les activités qui contribuent au développement du lien social (insertion, prévention, lutte contre les discriminations, etc.).</p> <p>L'actualité générale locale, les annonces de service et les événements de nature sportive, commerciale ou politique ne sont en principe pas pris en compte en tant qu'éléments visant la promotion culturelle, sauf s'ils recouvrent une dimension de la nature précitée (par exemple, un match sportif assorti d'un concert, une braderie assortie d'une exposition, etc.).</p> <p>Par <u>développement culturel</u> on entend les programmes visant l'élargissement des horizons en matière de pratiques culturelles.</p> <p>Cette définition englobe les programmes permettant une découverte de tous objets culturels, dont les disciplines moins médiatisées comme les arts plastiques et visuels, la photographie, le cinéma d'auteur, la danse contemporaine, etc.</p>

		<p>Les programmes thématiques musicaux peuvent être considérés comme des programmes de développement culturel à condition que la sélection musicale fasse l'objet d'une recherche et d'une éditorialisation et que la musique soit accompagnée par des séquences d'entretiens, de reportages ou de chroniques portant sur les œuvres musicales diffusées.</p> <p>Les programmes ayant une approche socio-culturelle transversale sont également pris en compte, par exemple les programmes consacrés à l'histoire, portant sur une analyse critique de l'actualité culturelle ou offrant une plateforme de diffusion à une démarche artistique innovante et émancipatrice.</p> <p>La promotion culturelle se distingue du développement culturel par le fait de promouvoir un événement actuel auquel les auditeurs ont été ou seront en mesure d'assister ou de participer.</p>
Production propre		
PP Q1	Engagement en matière de proportion de production propre par rapport à la durée annuelle totale des programmes en % :	<p>Évalué sur 20 points – engagement au seuil légal = 10 pts/20.</p> <p>Par production propre, on entend le programme qui est conçu par le personnel du demandeur, composé et réalisé par lui et sous son contrôle. Sauf dérogation ou usage de la possibilité offerte par l'art. 56bis du DSMA, la part de production propre doit être d'au moins 70% de la durée annuelle du programme. Le reste du programme peut être constitué de programmes fournis par des tiers, sous forme d'achats, d'échanges, de programmes en franchise, etc. Précisez, pour chaque source de programmes extérieurs, son pourcentage annuel.</p> <p>Question : Qu'entend-t-on par programmes en franchise ? Programmes qui seraient fournis par un tiers lié au demandeur par un contrat de franchise.</p> <p>Question : Comment le Collège d'autorisation et de contrôle évalue-t-il la production propre ? À la fois en tenant compte de l'engagement de volume pris par la radio mais aussi du type de programmes annoncés, les programmes de contenus ou programmes animés étant appréciés différemment des plages musicales qui sont néanmoins aussi comptabilisées comme de la production propre.</p>

		<p>Question : Les calculs de production propre incluent-ils la publicité?</p> <p>Au sens de l'article 1^{er}, 35° du DSMA, la production propre consiste en un programme conçu par le personnel d'un éditeur de services, composé et réalisé par lui et sous son contrôle. Sauf exception, la publicité échappe à ces caractéristiques. Elle n'est donc pas prise en considération pour le calcul des proportions de production propre.</p>
PP - dérog Q1	Souhaitez-vous demander une dérogation pour cet engagement ? (OUI – NON)	<p>Les dérogations sont accordées sur base de leur caractère pertinent par rapport au projet envisagé et dans une optique de diversité culturelle et linguistique du paysage radiophonique. Lors de l'examen de ces demandes, le Collège d'autorisation et de contrôle tiendra compte des pratiques existantes au sein de différents services qui composent jusqu'ici le paysage radiophonique de la Communauté française de Belgique. Les questions relatives aux dérogations sont formulées de manière à ce que chaque projet puisse se positionner clairement sans affaiblir sa candidature si la dérogation devait être refusée par le Collège d'autorisation et de contrôle.</p> <p>Lorsqu'une radio demande une dérogation, les points sur ce critère sont retirés du total et le total est adapté pour que les poids respectifs de chaque critère soient maintenus (par exemple, les critères relatifs au plan financier valent pour 20% du total avec ou sans dérogation).</p> <p>En fin d'évaluation le Collège estime si la dérogation peut être accordée. Si oui, l'évaluation est inchangée, si non, la dérogation n'étant pas accordée, le Collège tiendra compte d'un engagement au seuil légal qui vaudra pour la moitié des points (10/20).</p>
...
PP - dérog Q6 Indé	Souhaitez-vous demander une dérogation dans le cadre de l'article 56bis pour pouvoir mutualiser (coproduire) et échanger des programmes avec d'autres radios indépendantes de la Fédération Wallonie-Bruxelles? (OUI – NON)	<p>Art. 56bis. DSMA</p> <p><i>« Par dérogation à l'article 53, § 2, b), le Collège d'autorisation et de contrôle peut, en veillant à garantir une diversité du paysage radiophonique, autoriser des radios indépendantes à mutualiser leur production propre et à échanger des programmes produits en propre, ceux-ci pouvant être comptabilisés au même titre par chacune des radios. »</i></p> <p>Le Collège d'autorisation et de contrôle se réserve la liberté d'apprécier chaque demande de manière individuelle et au regard de différents critères mais des indications sur la manière dont il approche ce type de demande sont disponibles en suivant ce lien : http://www.csa.be/documents/2985</p>

PP - dérog Q7	Veuillez citer la ou les radios associées dans le cadre d'échanges et de mutualisations de programmes :	Liste des radios avec lesquelles vous collaborez, pour la coproduction, comme pour les échanges de programmes.
PP - dérog Q8	Liste des <u>programmes coproduits</u> (mutualisés) (pour chaque programme coproduit, veuillez indiquer le nom du programme, la ou les radio(s) associée(s) et les tâches effectuées par votre radio dans le cadre de cette coproduction (voir à titre indicatif la liste des tâches de production en FAQ)) :	<p>Pour chaque programme concerné veuillez remplir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom du programme : • Radio(s) associée(s) : • Tâche(s) assurée(s) par votre radio : <p>Tâches de production :</p> <p><u>Conception des programmes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de la ligne éditoriale du programme • Choix des thématiques • Choix des invités • Scénarisation (jeux, concepts d'émissions, formats des programmes, etc.) • Mise en place de la programmation musicale illustrant ou appuyant les séquences parlées de l'émission • Budgétisation / financement <p><u>Production et réalisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecriture • Prise de sons / enregistrement • Découpage / montage / mixage <p><u>Gestion d'antenne</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Animation • Réalisation <p>Ne sont pas considérés comme des tâches de production dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prêt de matériel (micro, enregistreur, table de mixage, etc.) • Prêt de studio/lieux de captation • Mise à l'antenne (diffusion)

		<ul style="list-style-type: none"> • Echange de fichiers • Compression • Gestion administrative • Simple accueil des invités • Ajout d'habillage d'antenne / de jingles • Simple insertion d'infos-services.
PP - déroq Q9	Liste des programmes échangés : pour chaque programme reçu , veuillez indiquer le nom du programme et le nom de la radio qui vous le fournit	Liste des programmes que vous recevez de la ou des radio(s) partenaire(s) + nom de la radio qui vous le fournit, <u>pour chaque programme</u> . Le volume de programmes reçus doit être équilibré par rapport au volume de programmes donnés.
PP - déroq Q10	Liste des programmes échangés : pour chaque programme donné , veuillez indiquer le nom du programme et le nom de la radio ou des radios à qui vous le donnez	Liste des programmes que vous donnez à votre/vos radio(s) partenaire(s) + nom de la/des radio(s) à qui vous les donnez. Le volume de programmes donnés doit être équilibré par rapport au volume de programmes reçus.
Décrochages locaux (si votre demande concerne un réseau)		Par « décrochage local » on entend la partie d'un programme de réseau qui serait spécifique à une partie de sa zone de couverture. Par exemple, une partie de programme d'un réseau national spécifique à la région bruxelloise, à une ville de Wallonie ou à une province. Veuillez remplir les points Decro - Q1 à Q6 pour <u>chaque décrochage</u> prévu. Les informations communiquées ci-dessous doivent impérativement correspondre à celles reprises dans la grille générale des programmes (fiche 2). Ces questions valent pour la FM et le DAB+. <u>Si les décrochages sont différents selon la norme de diffusion (ce qui est possible vu les différences techniques entre les deux normes), veuillez le détailler en mentionnant la norme de diffusion pour chaque programme.</u>
Décro - Q1	Nom du programme :	
...
Décro – Q6	Nombre de diffusions par an :	

Fiche n°4 : GRILLE À COMPLÉTER POUR LES PROGRAMMES DE PROMOTION ET DEVELOPPEMENT CULTUREL

Type de programme*	Nom du programme	Brève description du programme	Jour(s) de diffusion**	Heure de diffusion**	Durée (en minutes) par diffusion	Fréquence** *	Rediffusions éventuelles (jour, heure)	Nombre de diffusions sur l'année**** (hors rediffusion)	Origine du programme* ****

Complétez autant de lignes qu'il y a de programmes d'information

Légende

Sur fond vert = exemples de remplissage - veuillez l'effacer de votre tableau

* Exemple : capsule, agenda, magazine, chronique,...

** Indiquez les jours et heures de diffusion habituels du programme

*** Indiquez s'il s'agit d'un programme quotidien, hebdomadaire, mensuel, ou toute autre fréquence de diffusion

**** Par exemple, toutes les semaines sur toute l'année = 52 diffusions

***** Veuillez indiquer l'origine du programme s'il n'est pas produit en propre.

Fiche n° 5 : EMPLOI DES LANGUES, DIFFUSION DE MUSIQUES FRANCOPHONES ET D'OEUVRES MUSICALES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE

Identifiant question	Questions	Explications / Questions - Réponses
	<p>L'art. 53, §2, c) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels prévoit l'obligation d'émettre en langue française, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle, en vue de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services.</p> <p>L'art. 53, §2, d) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels prévoit le cas échéant, et sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle, l'obligation de diffuser annuellement au moins 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6%, dont 4,5% entre 6h et 22h, d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale.</p>	

Langues parlées	Emploi des langues dans les programmes	
Lg Q1	Proportion en pourcentage des programmes en langue française par rapport à tous les programmes animés :	<p>Seuil légal : 100%</p> <p>Cette obligation concerne uniquement les interventions parlées et non la musique diffusée dans les programmes.</p> <p>Le pourcentage est calculé sur les plages animées. Les plages de musique uniquement (par exemple les diffusions de nuit) sont exclues de ce calcul.</p> <p>Dérogation possible : le cas échéant, votre réponse à la question Lg - déroq Q2 doit être identique à votre réponse ici.</p> <p>Question : Faut-il introduire une demande de dérogation à l'obligation d'émettre en langue française, lorsque l'on diffuse des émissions dialectales ?</p> <p>Non. Les langues endogènes dialectales (champenois, lorrain, picard, wallon, francique, limbourgeois, luxembourgeois, brabançon et bruxellois) sont assimilées au français pour cette obligation.</p> <p>Question : Peut-on imaginer postuler pour une fréquence si on veut émettre dans une autre langue que le français ?</p> <p>Oui, sous certaines conditions. Le Collège d'autorisation et de contrôle a déjà, par le passé, autorisé des programmes diffusés dans d'autres langues que le français, sous certaines conditions, et jamais pour la totalité du temps d'antenne⁴.</p>

⁴ À titre indicatif, le Collège a, par le passé, autorisé les dérogations suivantes :

- Maximum 50% de dérogation pour les radios qui ne diffusent que dans une autre langue que le français ;
- Maximum 70% pour deux ou trois autres langues (et donc une obligation de diffuser en français 30 % au moins de son temps d'antenne pris en compte) ;
- Jusqu'à 80% pour quatre langues et plus (et donc une obligation de diffuser en français 20 % au moins de son temps d'antenne pris en compte).

Conditions assorties à ce type de dérogation :

- L'éditeur est tenu de fournir au CSA, sur simple demande, la traduction intégrale des propos tenus sur antenne dans une autre langue que le français ;
- Les contenus faisant l'objet d'un traitement journalistique ne peuvent être diffusés dans une langue autre que le français qu'au prorata du pourcentage de la dérogation octroyée (par exemple si diffusion de 6 jp/jour en Italien, obligation de diffuser minimum 6 jp/jour en Français) ;
- L'éditeur fera rapport annuellement de l'usage qu'il fait de sa dérogation, selon les modalités arrêtées par le Collège à l'occasion de chaque rapport annuel.

Lg - déroq Q1	Souhaitez-vous demander une dérogation pour cet engagement ? (OUI – NON)	Ce critère n'est pas pondéré, le Collège estimera la pertinence de la demande de dérogation pour l'octroyer telle quelle, l'octroyer moyennant ajustement (Lg – déroq Q3) ou la refuser.
Lg - déroq Q2	Concernant votre demande de dérogation, veuillez indiquer dans la colonne "réponses" le pourcentage que vous vous engagez à faire :	Le pourcentage de la dérogation est calculé sur le nombre d'heures comportant des interventions parlées, par exemple : sur 168h de programmes par semaine, 100 heures de programmes sont animées, la Radio X souhaite que 20 heures (sur ces 100 heures) soient en Italien, elle demande donc une dérogation de 20% par rapport à l'obligation d'émettre 100% de ses interventions parlées en Français. Indiquez ici l'engagement (dérogé) qui vous semble idéal par rapport à votre projet.
Lg - déroq Q3	Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle estime que vous avez droit à la dérogation mais que votre engagement est trop faible, acceptez-vous qu'un engagement plus élevé (mais inférieur au seuil légal) vous soit imposé et maintenez-vous votre candidature? (OUI – NON)	Indiquez ici le pourcentage (dérogé) qui vous semble réaliste par rapport à votre projet si vous n'obtenez pas votre pourcentage idéal.
Lg - déroq Q4	Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle refuse de vous accorder la dérogation, maintenez-vous votre candidature? (OUI – NON)	
Lg - déroq Q5	Identification des langues utilisées autres que le français :	
Lg - déroq Q6	Veuillez lister les programmes utilisant d'autres langues que le français et, pour chaque programme, spécifier la/les langue(s) utilisée(s) :	
Lg - déroq Q7	Justification de la demande de dérogation :	Il est important de bien expliquer en quoi la dérogation est cohérente par rapport à votre projet et se justifie dans une optique de diversité linguistique et culturelle.

Musique		Diffusion de titres musicaux
Musiq Q1	Nombre moyen de titres diffusés par 24h en semaine (du lundi au vendredi) :	En chiffre.
Musiq Q2	Nombre moyen de titres diffusés par 24h le week-end :	En chiffre.
MusiqFR Q1	Engagement en matière de diffusion d'œuvres musicales chantées sur des textes en Français par rapport au nombre total annuel d'œuvres musicales en % :	Seuil légal : 30%. Évalué sur 20 points – engagement au seuil légal = 10/20 points. Le calcul des pourcentages se fait sur le nombre total d'œuvres musicales diffusées et non sur la durée des œuvres musicales. Dérogation possible : le cas échéant, votre réponse à la question MusiqFR - déroq Q2 doit être identique à votre réponse ici.
MusiqFR - déroq Q1	Souhaitez-vous demander une dérogation pour cet engagement ? (OUI – NON)	Les dérogations sont accordées sur base de leur caractère pertinent par rapport au projet envisagé et dans une optique de diversité linguistique et/ou culturelle du paysage radiophonique. Lors de l'examen de ces demandes, le Collège d'autorisation et de contrôle tiendra compte des pratiques existantes au sein de différents services qui composent jusqu'ici le paysage radiophonique de la Communauté française de Belgique. Les questions relatives aux dérogations sont formulées de manière à ce que chaque projet puisse se positionner clairement sans affaiblir sa candidature si la dérogation devait être refusée par le Collège d'autorisation et de contrôle. Le Collège a, par le passé, accordé des dérogations à ce critère à certaines catégories de radios ⁵ . Lorsqu'une radio demande une dérogation, les points sur ce critère sont retirés du total et le total est adapté pour que les poids respectifs de chaque critère soient maintenus (par

⁵À titre purement indicatif, le Collège a, par le passé, accordé des dérogations aux types de radios listées ci-dessous :

- Radios électro : sur base du fait que la musique électro se fait peu sur des textes en français et que de nombreux titres sont instrumentaux ;
- Radios jeunes : sur base du fait que les genres musicaux diffusés sont moins produits en français (dance, électro, RnB,...) et que la production francophone ne correspond pas forcément aux valeurs que souhaite véhiculer la radio ;
- Radios associatives : sur base du fait qu'elles ont un fonctionnement très décentralisé et que la charge administrative de recensement des œuvres diffusées est trop lourde et contraignante alors que dans le même temps leur programmation musicale est très éclectique et contribue à la diversité culturelle du paysage (condition décrétole à la dérogation) ;
- Radios communautaires : sur base du fait que certaines se concentrent sur des musiques chantées dans la/les langue(s) de la communauté qu'elles visent – octroi à condition de diffusion de musique dans d'autres langues que l'Anglais.

		<p>exemple, les critères relatifs au plan financier valent pour 20% du total avec ou sans dérogation).</p> <p>En fin d'évaluation le Collège estime si la dérogation peut être accordée. Si oui, l'évaluation est inchangée, si non, la dérogation n'étant pas accordée, le Collège tiendra compte d'un engagement au seuil légal qui vaudra pour la moitié des points (10/20).</p>
MusiqFR - dérog Q2	Concernant votre demande de dérogation, veuillez indiquer dans la colonne "réponses" le pourcentage que vous vous engagez à faire :	Indiquez ici l'engagement (dérogé) qui vous semble idéal par rapport à votre projet.
MusiqFR - dérog Q3	Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle estime que vous avez droit à la dérogation mais que votre engagement est trop faible, acceptez-vous qu'un engagement plus élevé (mais inférieur au seuil légal) vous soit imposé et maintenez-vous votre candidature? (OUI – NON)	Indiquez ici le pourcentage (dérogé) qui vous semble réaliste par rapport à votre projet si vous n'obtenez pas votre pourcentage idéal.
MusiqFR - dérog Q4	Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle refuse de vous accorder la dérogation, maintenez-vous votre candidature? (OUI – NON)	
MusiqFR - dérog Q5	Justification de la demande de dérogation :	Il est important de bien expliquer en quoi la dérogation est cohérente par rapport à votre projet et se justifie dans une optique de diversité linguistique et culturelle.
MusiqCFWB Q1	Engagement en matière de diffusion d'œuvres musicales issues de la Communauté française par rapport au nombre total annuel d'œuvres musicales en % :	<p>Seuils légaux : 6%, dont minimum 4,5% entre 6 et 22h.</p> <p>Évalué sur 20 points – engagements aux seuils légaux = 10/20 points.</p> <p>Les œuvres musicales d'artistes de la Communauté française peuvent être chantées ou non, en français ou dans d'autres langues.</p> <p>Dérogation possible : le cas échéant, votre réponse à la question MusiqCFWB - dérog Q2 doit être identique à votre réponse ici.</p>
MusiqCFWB - dérog Q1	Souhaitez-vous demander une dérogation pour cet engagement ? (OUI – NON)	Les dérogations sont accordées sur base de leur caractère pertinent par rapport au projet envisagé et dans une optique de diversité linguistique et/ou culturelle du paysage radiophonique. Lors de l'examen de ces demandes, le Collège d'autorisation et de contrôle tiendra compte des pratiques existantes au sein de différents services qui composent jusqu'ici le paysage radiophonique de la Communauté française de Belgique.

		<p>Les questions relatives aux dérogations sont formulées de manière à ce que chaque projet puisse se positionner clairement sans affaiblir sa candidature si la dérogation devait être refusée par le Collège d'autorisation et de contrôle.</p> <p>Lorsqu'une radio demande une dérogation, les points sur ce critère sont retirés du total et le total est adapté pour que les poids respectifs de chaque critère soient maintenus (par exemple, les critères relatifs au plan financier valent pour 20% du total avec ou sans dérogation).</p> <p>En fin d'évaluation le Collège estime si la dérogation peut être accordée. Si oui, l'évaluation est inchangée, si non, la dérogation n'étant pas accordée, le Collège tiendra compte d'un engagement au seuil légal qui vaudra pour la moitié des points (10/20).</p>
MusiqCFWB - déroq Q2	Concernant votre demande de dérogation, veuillez indiquer dans la colonne « réponses » le pourcentage que vous vous engagez à faire :	Indiquez ici l'engagement (dérogé) qui vous semble idéal par rapport à votre projet.
MusiqCFWB - déroq Q3	Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle estime que vous avez droit à la dérogation mais que votre engagement est trop faible, acceptez-vous qu'un engagement plus élevé (mais inférieur au seuil légal) vous soit imposé et maintenez-vous votre candidature? (OUI – NON) :	Indiquez ici le pourcentage (dérogé) qui vous semble réaliste par rapport à votre projet si vous n'obtenez pas votre pourcentage idéal.
MusiqCFWB - déroq Q4	Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle refuse de vous accorder la dérogation, maintenez-vous votre candidature? (OUI – NON) :	
MusiqCFWB - déroq Q5	Justification de la demande de dérogation :	Il est important de bien expliquer en quoi la dérogation est cohérente par rapport à votre projet et se justifie dans une optique de diversité linguistique et culturelle.

Veillez joindre à la présente fiche l'annexe suivante :

Musiq Annexe 1	Veillez lister les titres et artistes les plus diffusés sur votre radio au cours de la dernière année. Si vous ne pouvez fournir une telle liste, veuillez en expliquer les raisons. Si votre candidature concerne un projet qui n'est pas encore diffusé, veuillez lister les genres musicaux, titres et artistes que vous prévoyez de diffuser.	<i>A joindre en annexe</i>
-------------------	---	----------------------------

Fiche n°6 a : TRANSMISSION TECHNIQUE DU SERVICE – RESEAUX

Identifiant question	Questions	Explications / Questions - Réponses
	<p><i>L'art. 54, §1er alinéa 2 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels indique que le demandeur précise la catégorie de radio pour laquelle il introduit une demande d'autorisation et la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'assignation en mode analogique ou l'usage en mode numérique. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.</i></p> <p><i>Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'appel d'offre comprend plusieurs réseaux de radiofréquences ayant une même zone de service théorique, le demandeur qui se porte candidat à un réseau de ce type doit, dans sa demande, classer par ordre de préférence au moins deux de ces réseaux. Il motive ce classement.</i></p>	
ResMixt Q1	Réseau mixte (FM-DAB+) de radiofréquences pour lequel vous demandez l'assignation (minimum deux choix à lister par ordre de préférence) :	<p>Pour chaque réseau mixte, veuillez identifier le réseau par son numéro tel que repris à l'annexe 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant un appel d'offre pour l'attribution de radiofréquences destinées à la diffusion de services sonores en mode analogique et en mode numérique.</p> <p>Pour chaque réseau, précisez, le cas échéant, quelle sera la répartition des radiofréquences entre les éventuels exploitants ou candidats exploitants mentionnés au point "Exploitants" (fiche 2). Dans cette répartition, veuillez identifier les radiofréquences par la station et la fréquence telles que reprises à l'annexe 1.x (en fonction du réseau choisi) du même arrêté et les exploitants par leur raison sociale telle que mentionnée au point Ex Q1 (fiche 2).</p> <p>Question : la société X souhaite postuler à un réseau communautaire. De peur de ne pas avoir ce réseau, cette même société peut-elle postuler à un réseau provincial par exemple ?</p>

		Oui, une même candidature peut mentionner plusieurs réseaux de natures différentes. Toutefois, dans le cas de différences de couverture importante entre ces réseaux, se posera la question de la pertinence du projet du candidat par rapport à la couverture visée. Il semble difficile de présenter un projet cohérent qui puisse à la fois correspondre à une couverture communautaire et une couverture provinciale. Dans ce cas, vous pouvez déposer deux dossiers de candidature complets avec deux projets différents, l'un correspondant à un réseau communautaire, l'autre à un réseau provincial	
ResMixt Q2	Veuillez motiver vos préférences (minimum deux choix) :		
ResFM PR Q1	Disposez-vous d'une ou plusieurs personnes ressources ou aide d'une ou plusieurs société(s) externe(s) pour gérer votre parc d'émetteurs FM?		Une personne ressource est une personne qui a la maîtrise technique de la mise en ondes, notamment hertzienne.
Personne ressource		Identification des personnes ressources	<i>Veuillez remplir les points ResFM PR Q2 à Q4 ci-dessous pour chaque personne ressource ou fournisseur technique.</i>
ResFM PR Q2		Dénomination et forme juridique :	
		Adresse du siège social (le cas échéant, du siège d'exploitation)	
ResFM PR Q3		Rue, n°:	
ResFM PR Q4		Code postal, Ville :	
DAB+	Candidature à une couverture numérique uniquement		
ResDAB Q1	Si vous souhaitez un droit d'usage sur un multiplexe, veuillez indiquer vos choix (minimum deux choix à lister par ordre de préférence) :	Pour chaque réseau numérique, veuillez identifier le réseau par son numéro tel que repris à l'annexe 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant un appel d'offre pour l'attribution de radiofréquences destinées à la diffusion de services sonores en mode analogique et en mode numérique. <u>En répondant positivement à cette question, vous vous engagez à n'émettre qu'en numérique s'il n'est pas possible d'autoriser votre service sur un réseau mixte.</u>	
ResDAB Q2	Veuillez motiver vos préférences (minimum deux choix) :		

ResDAB Q3	Envisagez-vous de conditionner l'accès à vos programmes?	C'est une possibilité offerte par le numérique, veuillez le mentionner si vous comptez en faire usage.	
ResDAB Q4	Si oui, quelles seraient ces conditions en termes de prix?	Le cas échéant, veuillez indiquer le montant que vous factureriez si votre projet était autorisé.	
ResDAB Q5	Avez-vous déjà un pré-accord avec d'autres radios pour occuper le(s) multiplexe(s) pour lesquels vous demandez un droit d'usage?		
ResDAB Q6	Si oui, veuillez les énumérer :		
ResDAB Q7	Avez-vous déjà un pré-accord avec un opérateur de réseau? (OUI - NON)		
ResDAB Q8		Dénomination et forme juridique de l'opérateur de réseau :	
		Adresse du siège social (le cas échéant, du siège d'exploitation)	
ResDAB Q9		Rue, n°:	
ResDAB Q10		Code postal, Ville :	

Fiche n° 6 b : TRANSMISSION TECHNIQUE DU SERVICE - **RADIOS INDEPENDANTES**

Identifiant question	Questions	Explications / Questions - Réponses
<p><i>L'art. 54, §1er alinéa 2 du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels indique que le demandeur précise la catégorie de radio pour laquelle il introduit une demande d'autorisation et la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'assignation en mode analogique ou l'usage en mode numérique. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.</i></p>		
FM Q1	Postulez-vous pour l'assignation d'une radiofréquence FM? (OUI - NON)	
DAB Q1	Postulez-vous pour obtenir un droit d'usage sur un multiplexe pour une diffusion hertzienne en mode numérique? (DAB+) (OUI - NON)	
Auto Q1	Au cas où vous n'obtiendriez pas d'autorisation en FM, maintenez-vous votre candidature pour le numérique? (OUI - NON)	
IndFM Q1	Station + fréquence pour laquelle vous demandez l'assignation :	<p>Pour chaque radiofréquence que vous souhaitez obtenir (par ordre de préférence), mentionner les postes « Station » et « Fréquence » correspondant à la description de la radiofréquence figurant à l'annexe 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant un appel d'offre pour l'attribution de radiofréquences destinées à la diffusion de services sonores en mode analogique et en mode numérique.</p> <p><u>Seules les candidatures mentionnant une ou des radiofréquence(s) figurant à l'annexe 2 seront recevables.</u></p>
IndFM Q2	Au cas où vous avez indiqué plusieurs fréquences au point IndFM - Q1, veuillez motiver vos choix :	
IndFM siteQ1	Disposez-vous déjà de l'usage d'un site d'émission ou avez-vous déjà conclu un accord pour l'usage d'un ou plusieurs site(s)?	<p>Si oui, veuillez indiquer ci-après le nom, les coordonnées géographiques et la hauteur de l'antenne pour chaque site potentiel.</p> <p>Question : Le souhait d'un déménagement de fréquence doit-il apparaître dans la réponse à l'appel d'offre ?</p>

		Oui, dans la mesure où il est demandé les informations nécessaires sur les sites d'émission réels. Question : Peut-on faire le choix librement d'un site d'émission haute fréquence (FM)? Vous devrez vous conformer aux caractéristiques techniques (notamment coordonnées en longitude et latitude, hauteur d'antenne) associées à votre éventuelle assignation. Ces caractéristiques pourront éventuellement être adaptées moyennant compatibilité technique.
IndFM siteQ2	Nom du site (commune d'implantation) :	
IndFM siteQ3	Coordonnées géographiques (en degrés, minutes, secondes) :	Vous pouvez trouver ces informations sur des sites spécialisés ou via un logiciel gratuit type « Google Earth ».
IndFM siteQ4	Hauteur d'antenne par rapport au sol :	À indiquer en mètres.
IndFM PR Q1	Disposez-vous d'une ou plusieurs personnes ressources ou aide d'une ou plusieurs société(s) externe(s) pour gérer votre émetteur FM?	Une personne ressource est une personne qui a la maîtrise technique de la mise en ondes, notamment hertzienne.
...	...	
DAB+	Si vous souhaitez un droit d'usage sur un multiplex, veuillez indiquer ci-dessous votre ou vos choix	
IndDAB Q1	Dénomination du multiplex pour lequel vous demandez un droit d'usage :	<p>Pour chacun de vos choix mentionnez le nom du multiplex que vous trouverez dans la colonne « Dénomination du multiplex » à l'annexe 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant un appel d'offre pour l'attribution de radiofréquences destinées à la diffusion de services sonores en mode analogique et en mode numérique.</p> <p><u>Seuls les multiplex figurant à l'annexe 4 seront recevables.</u></p> <p>Vous pouvez postuler (par ordre de préférence) à plusieurs multiplex mais vous ne pourrez recevoir de droit d'usage que pour un seul multiplex.</p> <p><u>Pensez à prévoir les coûts de diffusion inhérents à la diffusion sur un multiplex numérique dans votre plan financier (ID Annexe 3).</u></p>

IndDAB Q2	Souhaitez-vous une capacité supérieure à 64 kbps sur le multiplex ? (OUI-NON) Si oui, veuillez indiquer la capacité souhaitée et en motiver les raisons :	L'article 1 ^{er} de l'arrêté fixant, pour la diffusion en mode numérique, la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes ainsi que le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent précise que « <i>chaque radio indépendante peut disposer d'une capacité d'utilisation d'au moins 64 kbps sur un de ces multiplex</i> ». Vous avez donc la garantie, si vous recevez un droit d'usage, d'obtenir 64 kbps. Toutefois, s'il existe de la disponibilité sur le multiplex et que les raisons évoquées sont considérées comme justifiées, il pourrait être possible de vous octroyer une capacité supérieure.
IndDAB Q3	Si cette capacité supérieure ne peut vous être attribuée, maintenez-vous votre candidature pour le numérique (OUI-NON) ?	
IndDAB Q4	Envisagez-vous de conditionner l'accès à vos programmes?	C'est une possibilité offerte par le numérique, veuillez le mentionner si vous comptez en faire usage.
IndDAB Q5	Si oui, quelles seraient ces conditions en termes de prix?	Le cas échéant, veuillez indiquer le montant que vous factureriez si votre projet était autorisé.
IndDAB Q6	Avez-vous déjà un pré-accord avec d'autres radios pour occuper le(s) multiplex pour lesquels vous demandez un droit d'usage? Si oui, veuillez les énumérer :	Ceci n'est pas un critère d'évaluation du dossier de candidature et est donné à titre indicatif, il permet au Collège d'autorisation et de contrôle de se faire une idée des velléités d'occupation des différents multiplex dévolus aux radios indépendantes et de la présence (ou non) de contacts entre les radios et les projets de radios présents dans chaque zone.
IndDAB Q7	Avez-vous déjà un pré-accord avec un opérateur de réseau? (OUI - NON)	Il ne s'agit pas non plus d'un critère d'évaluation mais d'une manière pour le Collège de voir si des opérateurs techniques se profilent pour exploiter les multiplex prévus et si ces opérateurs ont déjà pris contact avec les radios précédemment autorisées et les projets créés dans le cadre du nouveau plan de fréquences.
IndDAB Q8	Dénomination et forme juridique :	
...	...	